



PAR FRANÇOIS ÉCALLE, ancien  
rapporteur général de la Cour des  
comptes, président de Fipeco\*

## LA LEÇON D'ÉCO

# «La dette risque d'exploser en cas de crise économique»

Notre chroniqueur a simulé l'impact sur nos finances publiques d'une crise similaire à celle de 2009. Inquiétant.

**S**i beaucoup d'économistes ont annoncé des crises, très rares sont ceux qui ont su en prédire la date. Les prévisions de finances publiques des gouvernements sont donc toujours construites sur des scénarios macroéconomiques sans crise. Le gouvernement actuel peut ainsi escompter en 2023 des comptes publics à l'équilibre et une dette publique ramenée à 90% du PIB, contre 98,5% en 2017.

Les risques sont pourtant très importants (guerre commerciale, Brexit, politique italienne...), et une crise semblable à celle de 2009, avec une baisse du PIB en volume de 2,9%, est envisageable. Pour en mesurer l'impact sur le déficit et la dette publics, et ainsi réaliser un «stress test», j'ai supposé que la croissance des années 2019 à 2023 reproduirait celle des années 2008 à 2012. J'ai également pris pour hypothèse que le déficit structurel, c'est-à-dire la composante du déficit public indépendante de la croissance du PIB, serait maintenu constant à son niveau de 2008 (les hausses et les baisses d'impôts s'équilibreraient de même que les économies et dépenses nouvelles). Des précisions sur ce scénario de crise peuvent être trouvées sur le site de Fipeco.

**LE DÉFICIT PUBLIC ATTEINDRAIT 3,7% DU PIB** dès 2019 (la croissance étant seulement de 0,3% comme en 2008) et 4,9% en 2020 (avec une baisse du PIB de 2,9% comme en 2009). Il reviendrait ensuite à 4,2% du PIB en 2023 (la croissance repartant comme en 2010 et 2011) avant de remonter jusqu'à 4,7% du PIB en 2023, la croissance ralentissant de nouveau fortement comme en 2012 (0,3%).

En 2009, le déficit public avait dépassé 6% du PIB. Il n'atteint pas ce niveau dans le scénario présenté ici parce que le déficit structurel est plus faible et maintenu constant alors qu'il a augmenté dans les années 2009-2010 sous l'effet des mesures de baisse de la fiscalité prises en 2007 et du plan de relance.

La dette publique monterait jusqu'à 108% du PIB en 2020, se stabiliserait vers 109% en 2021-2022 puis repartirait à la hausse en 2023 jusqu'à 113% du PIB. L'écart avec le niveau de la dette en 2023 dans le scénario du gouvernement serait donc de 23 points de PIB.

Entre 2008 et 2012, l'endettement avait augmenté encore plus fortement (de 25 points de PIB) parce que le déficit était plus élevé et que l'Etat avait choisi d'apporter une aide financière à des entreprises en difficulté, notamment des banques.

**LE NIVEAU DE 113% DU PIB** atteint par la dette en 2023 dans ce stress test est un minimum pour plusieurs raisons : en cas de crise grave, l'Etat pourrait devoir dépenser encore plus pour financer un plan de relance ou soutenir des entreprises en difficulté ; les pertes de recettes fiscales et sociales pourraient être plus fortes ; la charge d'intérêt et les allocations de chômage seraient plus élevées, et on suppose ici que ces dépenses supplémentaires seraient compensées par des économies sur d'autres postes, ce qui n'a rien de certain dans un contexte de crise.

Il est donc probable que la dette publique se situerait plutôt entre 115 et 120% du PIB en 2023. Pour éviter qu'elle ne franchisse ainsi des paliers de plus en plus élevés à chaque crise, il faut réduire nettement le déficit dans les périodes où la conjoncture est favorable, comme c'est le cas aujourd'hui, mais la France a rarement su ou voulu le faire jusqu'à présent. ■